

Démission de Cathy Brown de la tête de l'ISOC : l'Internet Society peut-il maintenant devenir mondial, indépendant, démocratique et transparent ?

Kathy Brown a annoncé sa démission prochaine en tant que CEO de l'Internet Society. C'est sa décision. Elle bénéficie d'un solide soutien, continue d'être l'une des plus ardentes porte-parole politiques de Washington et a l'énergie nécessaire pour travailler très fort. Je la connais depuis de nombreuses années pour être l'un des cadres les plus respectables de Washington. Pour l'Internet Society, elle a ramené le Forum sur la gouvernance de l'Internet moribond pour devenir un forum dynamique qui discute des questions de l'Internet. (Voir ci-dessous le point de vue de Mme Brown.)

Félicitations de tous. Vint Cerf écrit : "Je voudrais souligner l'embauche astucieuse de Kathy pendant son mandat de PDG et l'élargissement du rôle de l'ISOC en tant que fournisseur de données factuelles et défenseur de l'ouverture d'Internet. L'ISOC a joué un rôle très important dans les controverses de la WCIT en tant que défenseur de l'Internet et dans la transition de l'IANA qui n'était en aucun cas un échec. Il y avait de réels défis à ce changement d'intérêts extrêmement puissants au Congrès américain et dans des contextes internationaux. Les contributions les plus récentes de Kathy sont venues à l'IGF à Genève, où elle s'est toujours montrée franche, exposant de vrais défis et objectifs pour guider les participants vers l'avenir. Elle a apporté à l'ISOC un optimisme pragmatique qui, je l'espère, continuera sous un nouveau leadership."

Steve Crocker, pionnier de l'Internet, ajoute : " En tant que président sortant de l'ICANN, je pense que le fort soutien de Kathy à l'ICANN pendant notre période de transition devrait absolument être inclus. Cela a nécessité beaucoup d'énergie et de leadership et a représenté un point culminant pour l'ISOC, l'ICANN et pour l'ensemble de la communauté Internet." "Le leadership de Kathy a été approuvé par le Conseil Consultatif des Chapitres." Angie Contreras applaudit, "La création de deux groupes très importants : le Groupe d'Intérêt Spécial des Jeunes, plus connu sous le nom d'Observatoire de la Jeunesse et le Groupe d'Intérêt Spécial des Femmes".

Renata Aquino Ribeiro se souvient d'une touche personnelle. "Je suis très nouvelle dans ce monde international de gouvernance d'internet.

En 2015, je me suis rendu au Forum public de Marrakech pour discuter de l'ICANN et de l'équilibre entre les sexes, ma 2ème réunion de l'ICANN. Quelques heures plus tard, j'étais à l'extérieur de la salle et elle m'a retrouvée et m'a complimenté pour avoir pris la parole et m'a encouragé à continuer dans les organisations internationales. C'était très utile et j'ai été très active. J'en éprouve toujours de la reconnaissance."

=====

J'ai sollicité ces opinions et je les ai mises en premier, je cite les commentaires de Cathy Brown en entier ci-dessous. Mon analyse est que l'ISOC sous Cathy Brown ne répond pas à ses prétentions d'être Mondial, Indépendant, Multipartite, Démocratique, Ouvert et Transparent. Depuis que le processus (la plupart du temps fermé) de choisir son successeur a commencé, je pense que la communauté doit faire face à cette difficile vérité.

=====

En adhérant à l'Internet Society, Mme Brown a tenté une tâche presque insolvable. L'ISOC cherchait à influencer l'un des différends politiques les plus difficiles de notre temps : la scission sur le contrôle futur de l'Internet qui divisait le monde selon les lignes Nord/Sud, Est/Ouest, riches/pauvres. En cherchant un successeur, nous devons trouver un meilleur rôle pour l'ISOC.

En même temps, l'ISOC promet une gouvernance transparente, ascendante et multipartite. Une grande partie des membres, comme une grande partie du monde, s'opposent au contrôle continu d'Internet par les États-Unis et leurs alliés ; les fondateurs de l'ISOC, y compris Vint, sont fermement attachés au système actuel, qu'eux et Kathy croient bien fonctionner.

L'Internet a été construit et géré par les États-Unis et d'autres pays développés ; la majorité des utilisateurs de l'Internet sont maintenant dans le reste du monde. L'emprise, dirigée par les BRICS, exige un rôle plus important dans les décisions clés. Ils croient, à juste titre, que de nombreuses politiques ont favorisé les pays au pouvoir.

Les États-Unis sont déterminés à protéger les principaux enjeux de sécurité des États-Unis, y compris la capacité de l'Administration de la sécurité nationale de faire ce qu'ils font si bien. Le conflit a éclaté au WCIT de l'UIT à Dubaï ; les États-Unis sont "sortis", suivis de nos alliés. J'y suis allé, inspiré par l'appel de Vint Cerf à soutenir l'Internet ouvert. J'ai été le seul journaliste pendant les trois semaines et j'ai eu la chance de parler à presque tous les dirigeants.

Ce que j'ai entendu de gens comme Larry Strickling, chef de la délégation américaine, m'a convaincu que l'Internet ouvert n'était pas la question principale. Même si je crois que Cerf et Brown étaient motivés par une croyance dans les droits de l'homme, les 14 membres de la délégation américaine des agences à trois lettres (NSA, CIA, HSA, DOD) n'étaient pas là pour protéger la liberté d'expression.

Strickling a clarifié la nature du différend. Quand j'ai demandé pourquoi les États-Unis se battaient si durement sur des questions banales, Larry m'a regardé et m'a demandé : " Dave, voulez-vous que la Russie et la Chine règnent sur Internet? Ma réponse, je me suis rendu compte plus tard, aurait dû être : "Bien sûr qu'ils devraient avoir un rôle à jouer. Le système n'est pas viable si la moitié des internautes savent qu'ils sont exclus."

L'ISOC voit les choses autrement. Je ne me souviens pas d'une seule question sur laquelle l'ISOC se soit opposée à la position américaine de 2012 à 2016. Les États-Unis n'ont pas toujours raison, surtout lorsque tant de nos politiques protègent les intérêts des sociétés américaines.

Ma prédiction était juste. Les BRICS, bloqués à l'UIT, sont en train de mettre en place un système alternatif solide, y compris 40 % des contributions au 3GPP, le réseau sans fil qui est le principal organisme de normalisation. Rien ne peut y être approuvé sans l'accord des Chinois. Tim Cook de Apple s'est incliné devant la Chine lors de la Conférence mondiale Internet de Wuzhan, avec Sundar Pichai de Google. J'ai d'autres témoignages de la réunion

du BRICS et du Belt and Road. Poutine a commencé le processus pour une racine alternative complète.

Je pense que le résultat de ces politiques à courte vue, c'est que les États-Unis ont beaucoup moins leur mot à dire dans les grandes décisions concernant l'Internet, le commerce électronique et les taxes sur l'Internet. Les Chinois et les Russes de WCIT étaient surtout préoccupés par l'Internet dans leur propre pays et je crois qu'ils étaient heureux de faire des compromis sur tout le reste. Bloqués à l'UIT et à l'ICANN, ils estiment qu'ils doivent construire le leur.

=====

Voici le point de vue de Cathy Brown

=====

Bien que je puisse ou non "prendre ma retraite" : -)), je continue d'exécuter le plan d'action approuvé par le conseil d'administration pour 2018 <https://www.internetsociety.org/action-plan/2018/>.

Pour plus de précision, j'ai avisé le conseil que je ne chercherais pas à renouveler mon contrat à la fin de son mandat en décembre 2018. Je resterai en poste jusqu'à ce que le conseil d'administration choisisse un nouveau CEO, probablement plus tard cette année.

Deux réflexions pour vous : en prévision d'un certain nombre de scénarios possibles pour l'Internet mondial, l'ISOC a interrogé des centaines de membres de notre communauté sur leurs aspirations et préoccupations concernant l'avenir au cours d'une période de 18 mois l'année dernière. Dans le Global Internet Report 2017, <https://future.internetsociety.org/>, nous traçons les voies de notre avenir numérique et discutons des choix qui s'offrent à nous pour façonner cet avenir. Ce rapport fournit une feuille de route pour les questions qui, selon notre communauté, sont importantes et propose des recommandations sur la façon de réaliser l'Internet que nous voulons. Je considère cela comme l'un des travaux les plus importants que nous ayons réalisés et je pense qu'il peut fournir beaucoup de données sur ce qui pourrait ou devrait se passer à l'ISOC.

Enfin, j'apprécie et je partage votre souci de mettre l'accent sur les économies numériques émergentes pour le développement et l'utilisation d'Internet. Je crois que l'ISOC a fait de grands progrès dans notre travail régional en Afrique, en Amérique latine, en Asie et, récemment, au Moyen-Orient. Des progrès sont réalisés dans les domaines du renforcement des capacités, des politiques et de l'acquisition de technologies. Raul peut vous indiquer quelques exemples du travail extraordinaire accompli par le personnel, les sections et les partenaires régionaux pour faire avancer l'Internet pour tous. Le programme de subventions Beyond the Net a été particulièrement efficace pour financer des projets communautaires qui ont eu un impact important. Bien sûr, il y a beaucoup de travail à faire. Le Plan 2018 prévoit de mettre davantage l'accent sur les ressources et les activités régionales et de poursuivre l'intégration à notre programme politique mondial.

=====

Les lecteurs peuvent et devraient vérifier les sources primaires pour voir si vous êtes d'accord.

=====

Les dirigeants de l'ISOC font des discours éloquentes sur la manière dont les organisations comme l'UIT devraient être "multipartites", ouvertes et transparentes. Comme beaucoup l'ont fait remarquer, nous devrions d'abord appliquer ces normes à nous-mêmes.

Mondial, indépendant, démocratique, ouvert et transparent ? Ces objectifs sont présentés comme des objectifs principaux mais n'ont pas été atteints par le CEO. Cela devrait changer. Comme chacun le sait, il y a eu une division Nord-Sud dans la politique de l'Internet. Je ne me souviens pas d'une seule loi entre 2012 et 2016 qui appuyait une position du " Sud " opposée aux États-Unis.

Mondial : La moitié d'Internet n'est pas représentée au sein de l'ISOC, qui prétend être "global". Il n'y a pas de chapitres - ou de représentation au conseil - de la Chine, 1/3 de l'Internet. Beaucoup ont demandé à changer cela. J'ai demandé un geste "Nixon va en Chine" de la part de Brown. Après des années de discussions, la situation ne s'est pas améliorée.

Les cinq responsables des politiques officielles de l'ISOC sont tous originaires des États-Unis ou d'Europe et partagent les mêmes vues que leurs gouvernements respectifs. Mise à jour - En vérifiant encore, je vois que nous avons ajouté un Africain. Fin de la mise à jour. Aucun des autres hauts responsables de l'ISOC ne semble être en désaccord avec les politiques américaines, du moins en public, de 2012 à 2016.

Nous avons faussement présenté l'ICANN et l'IANA comme transférant l'autorité à un organisme mondial. 14 des 18 membres du conseil d'administration de l'ICANN viennent des États-Unis et d'Europe ; je crois que les quatre autres ont des opinions similaires. L'ICANN n'a jamais eu de membre du conseil d'administration en Chine continentale, bien que le PDG leur ait promis "un siège à la table". Les deux derniers ajouts au conseil provenaient des États-Unis. Au moins l'un d'entre eux a siégé à une délégation américaine, ce qui exigeait un engagement à ne pas être en désaccord public avec les positions américaines. (J'ai refusé un poste pour cette raison.)

Peut-être par inadvertance, nous décourageons activement l'adhésion de ceux qui ne sont pas d'accord avec notre point de vue limité. Sur notre page d'accueil, nous proclamons que "les chapitres de l'Internet Society sont des communautés de personnes partageant les mêmes idées". Soulignement ajouté. Je ne suis certainement pas du même avis que les dirigeants de l'Internet Society; je suis souvent, mais pas toujours, d'accord avec les pays du Sud sur les questions qui ont été rejetées par les dirigeants de l'ISOC.

L'ISOC devrait plutôt accueillir tous les points de vue, même ceux qui ne sont pas d'accord. Marcus Kummer, responsable de l'élaboration des politiques, a rejeté l'idée d'inclure des membres dans les délégations de l'UIT "parce qu'ils risquaient de ne pas souscrire à nos

positions". Une poignée d'entre eux, soigneusement sélectionnés, sont maintenant présents, avec de fortes exigences, ils ne s'écartent pas de la politique du sommet vers le bas.

Indépendant Notre haut responsable politique vient du Département d'Etat de Bush, qui s'est fortement opposé à la société civile et aux ONG à l'UIT. *Erreur : Merci pour la correction* Pas de l'État des États-Unis. Notre nouvelle avance à l'UIT vient également de l'État des États-Unis et, autant que je sache, a soutenu la position des États-Unis. Notre meilleure responsable des stratégies, Sally Wentworth, s'est assise à la droite des États-Unis et a apporté un soutien solide. Lors d'un premier IGF américain, 5 des 6 notes principales provenaient du gouvernement américain. Un membre du personnel de l'ISOC a coupé le micro de quelqu'un qui faisait un désaccord raisonné.

Nous avons retiré une subvention de voyage à un événement international au Mexique pour un ressortissant iranien. Nous avons même refusé de demander une dérogation, bien qu'elle aurait presque certainement été accordée si notre représentant à la main droite des États-Unis avait demandé à l'ambassadeur. Nous avons laissé tomber trois conférenciers de notre récent *chaptrethon* parce que les États-Unis ont refusé des visas, dans un cas, apparemment parce qu'il était un enseignant pauvre. Nous avons qualifié l'événement de grand succès.

Nous avons adopté de nombreuses positions qui ont soutenu nos donateurs. Dans deux cas, c'était flagrant : "Je suis d'accord, mais nous espérons que Verizon soutiendra notre prochain événement, donc je ne peux pas l'appuyer." "Nous devons tenir compte de nos donateurs avant de discuter des questions américaines aux États-Unis. IGF." (Le dernier en vidéo.)

Puisque nous gardons nos donateurs secrets, je n'ai que des rumeurs.

Démocratique/Multistakeholder Notre PDG a affirmé que l'ISOC est une organisation "multipartenariale ascendante". Presque toutes les décisions sont prises de haut en bas par un solide leadership exécutif. Kathy a fait un excellent travail pour obtenir des commentaires sur de nombreuses questions, mais les décisions continuent d'être centralisées. Tout le financement est également contrôlé de haut en bas. Il n'est pas certain que même le conseil d'administration joue un rôle important dans la plupart des décisions ; il a prévu cinq minutes pour discuter du budget, habituellement le principal levier organisationnel.

Bien qu'il y ait maintenant un comité des chapitres, ses recommandations les plus importantes sont généralement ignorées. Un comité a travaillé six mois pour proposer aux sections locales d'allouer l'énorme somme de 3% du budget (avec les contrôles fiscaux) et de prendre des décisions locales, telles que les événements politiques auxquels elles devaient assister. Il a reçu l'approbation unanime du comité des chapitres. Au début, il y avait un très fort appui du conseil d'administration.

Il a été complètement rejeté lors d'une réunion à huis clos dirigée par un cadre supérieur. D'après les commentaires des membres du conseil d'administration, je crois que le personnel a fourni des renseignements très inexacts qui ont porté préjudice à la décision. De nombreuses autres demandes, comme un rôle minimal du chapitre dans le choix des représentants régionaux, ont été rejetées sans suite.

Les procédures dans toute l'organisation, y compris certaines élections de chapitre, sont totalement contraires à toute norme démocratique. Il y a même un comité des chapitres "pour faire de l'ISOC une organisation multipartite ascendante", ce n'est pas le cas.

La communication primaire avec les membres, les envois postaux de l'ISOC et le site Web sont étroitement contrôlés par le personnel. Nous ne voyons presque jamais de désaccord. Même nos blogs ne permettent pas les commentaires.

En cinq ans, je ne me souviens pas qu'un seul membre du personnel ait exprimé publiquement son désaccord avec la direction au sujet de la politique. (Je suis sûr que j'ai manqué des choses.) Cela suggère fortement que notre processus d'embauche est fermé à ceux qui ne sont pas d'accord avec la direction.

Transparent Nous gardons le secret sur qui sont nos donateurs, même lorsqu'on nous le demande.

On peut donc prétendre être astroturf (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Astroturfing>) Comme les gens de Washington le savent très bien, cacher vos sources de revenus affecte fortement votre crédibilité. AT&T & Verizon a longtemps influencé les politiques par le biais de financements non déclarés. Google a été récemment cité par The Guardian, ([*Google spends millions on academic research to influence opinion.*](#)) *Google dépense des millions de dollars sur la recherche universitaire pour influencer l'opinion.* Le désir de financement de Google a été largement considéré comme un facteur majeur dans la décision du New America Institute d'expulser une division majeure.

J'ai appris que les choses ne sont pas de la simple corruption. Presque tous ceux qui sont crédibles dans le débat à Washington croient généralement aux affirmations qu'ils font (sauf les lobbyistes.) Comme l'a expliqué Eric Rabe, le collègue de Brown dans Verizon Advocacy, Eric Rabe: " Nous soutenons nos amis. Payer des gens pour faire écho à l'opinion de Verizon sans y croire n'est généralement pas convaincant. Au lieu de cela, Verizon trouverait les personnes qui partagent généralement leurs opinions et les financeraient. À Washington, les gens financés "encadreraient souvent les problèmes". Lors d'un événement universitaire, 5 des 8 conférenciers avaient accepté de l'argent des Bells, ce qui n'a pas été mentionné.

Je ne crois pas que nous ayons soutenu les prix de l'UIT comme ceux d'un cartel parce que nous pourrions être financés par Verizon. Je ne pense pas non plus que nous nous sommes opposés à l'interdiction de percevoir des impôts à cause de l'argent de Google. Ces deux positions sont conformes à la politique de notre vice-président, qui croit que le gouvernement devrait se tenir à l'écart de certaines activités.

Je pense qu'il est tout à fait inapproprié que nous ne divulguions pas nos donateurs.

Nous avons également un budget qui ne précise pas clairement où va la majeure partie de notre argent. Des millions de personnes sont simplement listées comme "communications" ou "salaires" sans détails sur ce qu'elles couvrent. Notre (grand) budget de communication n'est manifestement pas destiné à influencer le monde par le biais des médias ; nous obtenons si peu de couverture médiatique qu'on pourrait penser que notre personnel de publicité considère que leur travail consiste à garder l'ISOC hors de la presse. Je crois que

nous dépensons beaucoup d'argent à "communiquer" avec nos membres pour promouvoir le point de vue de l'organisation.

Kathy Brown's Leaving; Can the Internet Society Now Become Global, Independent, Democratic & Transparent?

Kathy Brown has announced her coming resignation as CEO of the Internet Society. It's her decision. She has strong support, continues to be one of the ablest policy advocates in D.C., and has the energy to work very hard. I've known her for many years to be one of the most decent executives in D.C. For the Internet Society, she brought the Internet Governance Forum back from a near-death moment to be a vibrant forum for discussing Internet issues. (See below for Ms. Brown's view.)

Kudos are pouring in. Vint Cerf writes, "I would highlight Kathy's astute hiring of talent during her term as CEO and her expansion of the role of ISOC as a supplier of factual data and a defender of the Internet's openness. ISOC was very prominent in the WCIT controversies as a defender of the Internet and in the IANA transition that was by no means a slam dunk. There were real challenges to this change from extremely powerful interests in the US Congress and in international settings. Kathy's most recent contributions came at the IGF in Geneva where she was her usual candid self, laying out real challenges and real goals to guide attendees into the future. She brought to ISOC a pragmatic optimism which I hope will continue under new leadership."

Internet pioneer Steve Crocker adds, "As past chairman of ICANN, I think Kathy's strong support of ICANN during our transition period should definitely be included. This took significant energy and leadership and represented a high point for ISOC, for ICANN and for the entire Internet community." Nadira Alaraj emails, "Kathy's leadership is the approval of the Chapters Advisory Council." Angie Contreras applauds, "The creation of two very important groups: the Special Interest Group of Youngsters better known as the Youth Observatory and the Special Interest Group of Women."

Renata Aquino Ribeiro remembers a personal touch. "I'm very new in all this internet governance international world.

In 2015, I went to the Public Forum in Marrakesh to discuss ICANN and gender balance, my 2nd ICANN meeting. Hours later I was outside the venue and she found me and complimented me for speaking out and encouraged me to go on in I* organizations. It was very timely and I went on to be very active. Gratitude always."

I solicited these opinions and put them first, and quote Brown's comments in full below. My analysis is that ISOC under Brown does not live up to its claims to be Global, Independent, Multistakeholder/Democratic, Open, & Transparent. Since the (mostly closed) process of

choosing her successor has begun, I think the community needs to face this inconvenient truth.

=====

Joining the Internet Society, Ms. Brown was presented an almost insolvable task. ISOC sought to influence one of the most difficult policy disputes of our time: the split over the future control of the Internet that was dividing the world along North/South, East/West, rich/poor lines. As we seek a successor, we must find a better role for ISOC.

At the same time, ISOC promises transparent, bottom-up, "multistakeholder" governance. Much of the membership, like much of the world, is opposed to continued Internet control by the U.S. and allies; the founders of ISOC, including Vint, are strongly dedicated to the present system, which they, and Kathy, believe is working well.

The Internet was built and managed by the U.S. and other developed countries; the majority of Internet users are now in the rest of the world. The ROW, led by the BRICS, has been demanding a stronger role in key decisions. They believe, correctly, that many policies favored the countries in power.

The U.S. is determined to protect the primary security goals of the U.S., including the ability of the National Security Administration to do what they do so well. The dispute blew up at the ITU WCIT in Dubai; the United States "walked out," followed by our allies. I went, inspired by Vint Cerf's call to support the open Internet. I was the only reporter there for the entire three weeks and had a chance to speak with almost all the principals.

What I heard from people like Larry Strickling, lead of the U.S. delegation, convinced me the open Internet was not the primary issue. While I believe Cerf and Brown were motivated by a belief in human rights, the 14 members of the U.S. delegation from three-letter agencies (NSA, CIA, HSA, DOD) were not there to protect freedom of speech.

Strickling made the nature of the dispute clear. When I asked why the U.S. was fighting so hard on trivial issues, Larry looked at me and asked, "Dave, do you want Russia and China to rule the Internet?" My answer, I realized later, should have been, "Of course they should have a role. The system is unsustainable if half the Internet users know they are excluded."

ISOC sees it otherwise. *I can not think of one issue on which ISOC has opposed the U.S. position from 2012 through 2016.* The U.S. is not always right, especially when so many of our policies protect American corporate interests.

My prediction was right. The BRICS, blocked at the ITU, are setting up a strong, alternative system, including making 40% of the contributions to 3GPP, the wireless group that is the key standards body. Nothing can be approved there without Chinese concurrence. Tim Cook of Apple kowtowed to China at the Wuzhan World Internet Conference, joined by Sundar Pichai of Google. I have more evidence from the BRICS meeting and the Belt and Road. Putin has started the process for a complete alternate root.

I see the result of these short-sighted policies is that the U.S. has much less say in the major decisions about the Internet, Internet commerce, and Internet taxes. The Chinese and Russians at WCIT were mostly concerned with the Internet in their own countries and I believe were

happy to compromise on everything else. Blocked at ITU and ICANN, they feel they must build their own.

=====
Here's Brown's point of view, as she writes it.
=====

While I may or may not “retire” :-)),

I remain on the job executing against the Board approved Action Plan for 2018 <https://www.internetsociety.org/action-plan/2018/>.

For accuracy, I gave notice to the Board that I would not seek to renew my contract at the end of its term in December, 2018. I will remain in place until the Board selects a new CEO, likely later this year.

Two thoughts for you: in anticipation of a number of possible scenarios for the global Internet, ISOC interviewed hundreds of our community members on their aspirations and concerns about the future over an 18 month period last year. In the 2017 Global Internet Report, <https://future.internetsociety.org/>, we lay out the paths to our digital future and discuss the choices that are before us to shape that future. This report provides a roadmap to the issues that our community says are important and offers some recommendations on how to achieve the Internet we want. I see this as one of the most important pieces of work we have done and think it can provide a lot of data for what could/should happen next at ISOC.

Finally, I appreciate and share your concerns about focusing on the emerging digital economies for development and use of the Internet. I believe that ISOC has made major strides in our regional work in Africa, Latin America, Asia and, recently, the Middle East. In areas of capacity building, policy, and technology acquisition, progress is being made. Raul can point you to some of the extraordinary work of regional staff, chapters and partners in furthering an Internet for everyone. The Beyond the Net grant program has been especially effective in funding community projects that have made a significant impact. Of course, there is much work to be done. The 2018 Plan provides for a further focus on regional resources and activities and continuing integration with our global policy agenda.

Readers can and should check primary sources to see if you agree.

=====
ISOC leaders make eloquent speeches about how organizations like ITU should be "multistakeholder," open, and transparent. As many have noted, we should first apply those standards to ourselves.

Global, Independent, Democratic, Open, & Transparent? These are presented as primary goals but were not realized by the CEO. This should change. As everyone involved knows, there has been a North-South division in Internet policy. I can't recall a single act between 2012 and 2016 that supported a "South" position opposed by the U.S.

Global: Easily half the Internet is essentially not represented within ISOC, which claims to be "global." There are no chapters - or board representation - from China, 1/3rd of the Internet. Many have asked to change that. I called for a "Nixon goes to China" gesture by Brown. After years of discussion, the situation has not improved.

All five of ISOC's official policy people are from the U.S. or Europe, with views similar to their governments. Update - Checking again, I see we have added an African. End update. None of the other senior ISOC people seemed to be in disagreement with the U.S. policies, at least in public, from 2012-2016.

We misrepresented ICANN and IANA as transferring authority to a global body. 14 out of 18 ICANN board members are from the U.S. and Europe; I believe the remaining four have similar opinions. ICANN has never had a board member from mainland China, despite the CEO promising them "a seat at the table." The last two additions to the board were from the U.S. At least one served on a U.S. delegation, which required a pledge not to publicly disagree with U.S. positions. (I turned down a place for that reason.)

Perhaps inadvertently, we actively discourage membership by those who disagree with our limited point of view. On our home page, we proclaim "Internet Society chapters are communities of like-minded people." Emphasis added. I certainly am not "like-minded" with the leadership of the Internet Society; I often, but not always, agree with the Global South on issues opposed by ISOC leadership.

Instead, ISOC should be welcoming all points of view, even those that disagree. Policy lead Marcus Kummer rejected including members on ITU delegations "because they might not support our positions." A carefully vetted handful now attend, with strong requirements they not deviate from the topdown policy.

Independent Our top policy person comes from the Bush State Department, which strongly objected to civil society and NGOs at ITU. Error: Thanks for the correction Not from US State. Our new lead in ITU also comes from U.S. State and as far as I know, has supported the U.S. position. Our top policy person, Sally Wentworth, has sat at the right hand of the U.S. Ambassador and provided strong support. At an early U.S. IGF, 5 out of 6 keynotes were from the U.S. government. An ISOC staffer cut the mike of someone making a reasoned disagreement.

We took away a travel grant to an international event in Mexico for an Iranian national. We refused to even seek a waiver, although it would almost certainly have been granted if our representative at the right hand of the U.S. Ambassador had asked. We dropped three speakers from our recent chapterthon because the U.S. refused visas, in one case apparently because he was a poor schoolteacher. We called the event a major success.

We have taken many positions that supported our donors. In two cases it was blatant; "I agree, but we are hoping Verizon will support our next event so can't support this." "We have to consider our donors before we discuss any U.S. issues at the U.S. IGF." (The latter on video.)

Since we keep our donors secret, I only have rumors of others.

Democratic/Multistakeholder Our CEO has asserted ISOC is a "bottom-up multistakeholder" organization. Nearly all decisions are actually made top-down by strong

executive leadership. Kathy has done a great job getting input on many issues, but decisions continue centralized. All funding is also controlled from the top down. It's not clear even the Board has much of a role in most decisions; they scheduled a generous five minutes to discuss the budget, usually the key organizational lever.

While there now is a Chapters Committee, its most important recommendations are generally ignored. A committee worked six months to come up with a proposal for the chapters to allocate the huge sum of 3% of the budget (with fiscal controls) and make some local decisions, such as which policy events to attend. It received unanimous approval from the chapters committee. Initially, there was very strong board support.

It was completely rejected in a closed meeting led by a senior staffer. Based on comments from board members, I believe staff provided highly inaccurate information that prejudiced the decision. Numerous other requests, such as a minimal chapter role in choosing regional representatives, were rejected out of hand.

Procedures throughout the organization, including some chapter elections, are totally against any democratic norms. There is even a committee from the chapters "to make ISOC a bottom-up multistakeholder organization," It isn't.

Open The primary communication with the membership, ISOC mailings and the website, are closely controlled by staff. We almost never see disagreement. Even our blogs don't allow comments.

In five years, I can't recall any staffer publicly disagreeing with management on policy. (I'm sure I missed things.) That strongly suggests our hiring process is closed to those who do not agree with management.

Transparent We keep secret who our donors are, even when asked. That leaves us open to claims we are astroturf. As our D.C. people know well, hiding your sources of income strongly affects credibility. AT&T & Verizon have long influenced policy through undeclared funding. Google was recently called out by *The Guardian*, [*Google spends millions on academic research to influence opinion*](#). The desire for Google funding was widely considered a major factor in the decision of the New America Institute to expel a major division.

I've learned things are not simple corruption. Nearly everyone credible in the DC debate generally believes the claims they make (except for lobbyists.) As Brown's colleague in Verizon advocacy, Eric Rabe, explained to me, "We support our friends." Paying people to echo Verizon opinion without belief is usually unconvincing. Instead, Verizon would find those who generally shared their opinions and fund them. In D.C., funded people often "framed the issues." At one university event, 5 of 8 speakers had accepted money from the Bells, which went unmentioned.

I don't believe we backed cartel-like pricing at the ITU because we may be funded by Verizon. Nor do I think we opposed preventing collecting taxes because of money from Google. Both positions are consistent with our policy VP's belief government should be kept out of some activities.

I do believe it wildly inappropriate we do not disclose our donors.

We also have a budget that does not make clear where most of our money goes. Millions are simply listed as "communications" or "salaries" without detail on what they cover. Our (large) communications budget clearly is not for influencing the world through media; we get so little coverage one would think our publicity people see their job as keeping ISOC out of the press. I believe we spend a great deal of money "communicating" with our members to promote the organization point of view.

=====